

CONFERENCE

SUR

L'HYGIENE GENERALE

PAR

J. L. ARCHAMBAULT, Avocat et Conseil de la Reine,

PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ D'HYGIÈNE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

(LUE DANS LA SEANCE DU 10 MAI 1887.)

(Extrait des numéros de Mai et Juillet 1887, du Journal
d'Hygiène Populaire.)

Avec les Compliments de J. L. Archambault

MONTREAL

W. F. DANIEL, IMPRIMEUR-ÉDITEUR,

Coin des Rues St-Gabriel et Ste-Thérèse.

1887.



CONFERENCE

SUR

A. P. Trépanier

L'HYGIENE GENERALE

PAR

J. L. ARCHAMBAULT, Avocat et Conseil de la Reine,

PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ D'HYGIÈNE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

(LUE DANS LA SEANCE DU 10 MAI 1887.)

~~~~~

(Extrait des numéros de Mai et Juillet 1887, du Journal  
d'Hygiène Populaire.)

BIBLIOTHÈQUE  
SABER-SULPICE

MONTREAL

W. F. DANIEL, IMPRIMEUR-ÉDITEUR,

Coin des Rues St-Gabriel et Ste-Thérèse.

1887.

3000000000  
3000000000

RA

436

A7

19

B.Q.R.  
NO. 2070

# CONFERENCE SUR L'HYGIENE GENERALE.

---

MESDAMES, MESSIEURS,

Il y a quelques années des Médecins de cette ville, plus soucieux du bien public que de leur intérêt personnel, formèrent le projet de fonder une association portant le nom de *Société d'Hygiène de la Province de Québec*. S'il se fut agi tout simplement de philanthropes comme vous et moi, la chose aurait été la plus naturelle au monde, mais des médecins qui s'organisent en croisade pour lutter et combattre contre la maladie, pour empêcher les maux de toutes sortes qui désolent notre pauvre humanité, c'était là un acte de désintéressement capable de leur faire trouver des admirateurs.

Comme beaucoup d'autres je me suis senti épris de ces grandes vertus, de ces fières concessions des amis d'Esculape ; j'ai taché d'aider et d'encourager leurs efforts pour établir au milieu de vous une organisation destinée à faire tant de bien au peuple sans le secours même de la science médicale. La Société d'Hygiène, Mes Dames et Messieurs, s'est donc formée et développée au sein de notre ville presque à l'insu de vous tous. Depuis trois ans déjà elle déverse ses lumières et son

influence bienfaisante sur un petit cercle intime de savants et d'amis de l'humanité. Elle a été dotée par les législateurs de notre pays d'une charte d'incorporation qui lui permet d'avoir sa constitution écrite, ses règlements. Comme toutes les sociétés bien organisées, elle a un nom, un sceau commun dont elle ne se sert pas encore par excès de modestie. Elle a aussi, Mes Dames et Messieurs, succession perpétuelle. N'ayant pas actuellement un actif très considérable, elle n'a pas l'intention de mourir afin de ne pas créer de jaloux parmi les héritiers. Elle a le pouvoir de recevoir et de donner, surtout de recevoir. Elle a enfin une entité légale pour me servir du langage du palais. C'est un corps sans âme, il est vrai, mais elle pense, elle parle et elle agit, car elle a son organe et cet organe, c'est son journal. Ce journal, je voudrais le mettre sous vos auspices et franchement si vos encouragements sont à la hauteur de nos désirs, bien des recettes de ménage et des conseils pratiques trouveront une place d'honneur dans ses colonnes.

Ces remarques préliminaires étaient

nécessaires pour vous faire connaître les débuts de la société et pour vous demander de lui donner l'appui de votre sympathique coopération.

En vous rendant à notre invitation ce soir, vous ajoutez un nouveau gage de succès à notre œuvre.

A la séance du 10 Mars dernier, on m'a fait l'honneur de me choisir comme le président de la société. En acceptant cette honorable fonction, je sens qu'il me sera bien difficile de rendre justice aux travaux scientifiques que vous poursuivez, mais je comprend, Messieurs les membres, que le but de la société n'est pas de découvrir les maladies qui affligent l'humanité.

L'hygiène est une science toute préventive ; elle est là gardienne vigilante et fidèle qui signale l'approche du danger et l'auxiliaire la plus puissante de la médecine ; son œuvre est donc avant tout humanitaire et philanthropique.

C'est une belle et noble mission, que la vôtre, Messieurs. Vous avez pensé qu'elle pouvait faire l'objet de mes soucis et de mes encouragements. Je tâcherai de me rendre digne de votre confiance. Au reste, vous voulez bien me faciliter la tâche en m'entourant d'officiers actifs et zélés qui ont l'amour de leurs professions et qui s'efforcent depuis longtemps de faire connaître au peuple les principes élémentaires de l'hygiène et d'inspirer aux autorités des réformes urgentes dans l'intérêt de la salubrité publique.

Je ne puis et je ne veux être ici que le président de vos utiles délibérations. Je crois donc que vous avez fait preuve de sagacité, en choisissant comme vice-président pour me remplacer dans mes délicates fonctions, la personne de Monsieur Pfister, notre éminent chimiste et distingué professeur. A l'occasion, c'est lui qui

devra soumettre à l'analyse, mes conseils quand ils seront erronés. Le *sel* de sa sagesse en passant par l'alambic de nos graves discussions, y formera un *précipité* solide et brillant qui donnera du corps et de la consistance aux éléments divers qui composent notre organisation.

Je m'estime heureux des nouvelles responsabilités imposées à mon inexpérience ; je me flatte que vous me les rendrez utiles et profitables par vos doctes enseignements.

Je ne suis pas pessimiste, messieurs, mais je crois que l'observateur sérieux ne peut manquer d'être alarmé des progrès et des ravages des grandes maladies au sein de notre population. La faute n'en est pas à la profession médicale, elle est toute entière dans notre insouciance à prévenir les causes éloignées et prochaines de la mortalité. A qui appartient la tâche de conjurer le danger et de faire échec à la puissance de destruction des épidémies terribles qui viennent fondre sur notre pays périodiquement, et arrachent à nos foyers de nombreuses victimes ? Aux amis de l'humanité, à nous tous principalement gens des classes instruites. Cette œuvre, nous pouvons l'accomplir certainement de deux manières, d'abord en donnant nous-mêmes dans la pratique de la vie, l'exemple des sages prescriptions de l'hygiène et de la morale, puis en proclamant hautement la nécessité des précautions sanitaires et les bienfaits des mesures jugées raisonnables par les autorités compétentes pour prévenir les fléaux de toutes sortes auxquels nous sommes exposés.

N'est-ce pas un préjugé populaire que l'observance des règles et des lois édictées pour les temps de danger public est une chose inutile, lorsque la santé de la population est comparativement bonne ?

N'est-il pas vrai qu'il existe encore au milieu de certaines classes une croyance, tendant à nier les dangers de la contagion dans une épidémie générale et à faire négliger les règles de la plus stricte prudence et le soin de l'isolation des malades ?

Nous avons appris par une cruelle expérience que ce sont là des erreurs coupables. L'humanité, diront les insoucians, ne subit pas d'arrêt dans sa course vers sa fin fatale. C'est peine perdue de venir se heurter à la loi inexorable de la nature.

Messieurs, la Providence qui fait germer les générations et qui les courbe également quand elle veut dans le silence des tombeaux, ne choisit, il est vrai, ni l'heure, ni le temps, ni le mode pour arriver à l'accomplissement de ses desseins impénétrables, mais la loi de la conservation de la vie humaine est aussi un précepte divin. N'est-il pas permis de croire que les peuples de mêmes que les individus sont quelques fois punis et frappés dans leur existence rapide par des coups subits, pour avoir oublié les avantages et les besoins de l'ordre physique, de même que les préceptes et les devoirs de l'ordre moral ? La science, la raison et l'histoire nous répondent que oui.

L'intérêt de la santé publique et du bien-être privé, le culte, si je puis parler ainsi, des soins hygiéniques, qui consiste dans la propreté du corps et l'équilibre de toutes les facultés vitales de l'homme vivant au sein de la société et de la famille, ne sont donc pas des questions de pure convention, mais au contraire des nécessités qui s'imposent à notre attention.

Le sujet prête, messieurs, aux enseignements d'une philanthropie sévère. Il

conviendrait pourtant que je vous parle dans cette circonstance d'affaires pratiques en vous suggérant des moyens propres à éclairer notre population.

Je n'ai pas de conseils à donner ici aux médecins et aux hommes de l'art. En traitant la question d'hygiène, j'ai l'excuse de me trouver sur un terrain neutre où tous les véritables amis de l'humanité ont droit de se rencontrer. Je n'entends pas abuser de mon privilège ; toutefois je me permettrai de vous signaler quelques moyens faciles d'accomplir notre œuvre.

Je signalerai en premier lieu l'importance des congrès publics d'hygiène. Déjà dans des assemblées de notre société, ce projet a été mis à l'étude.

Nous pouvons à Montréal sur un théâtre moins vaste et moins favorable, réaliser en petit ce qui se pratique en grand avec beaucoup de succès en Europe.

Ces conférences ont pour résultat de combiner les études et les recherches des savants, de comparer et d'approfondir, au moyen de la compilation des statistiques vitales dans les divers pays, les causes des maladies et de la mortalité. J'ai visité dans mon voyage en Europe une exposition complète des systèmes de drainage, de ventilation et de toutes les inventions les plus récentes se rapportant aux intérêts de l'hygiène. Cette exposition était sous les auspices d'une société comme la nôtre. Je n'ai pu assister aux lectures des conférenciers, mais la partie démonstrative et expérimentale était sous mes yeux. Cela m'a valu toute une conférence.

Je vous invite, Messieurs, sinon à tenir de semblables expositions, du moins à donner des lectures publiques de temps à autre sur ces sujets vitaux. Les citoyens instruits et éclairés finiront par se

familiariser avec vos travaux et l'intérêt aidant, l'hygiène se vulgarisera parmi le peuple.

Notre Journal d'Hygiène Populaire vous fournira, Messieurs, un autre moyen efficace de populariser votre œuvre et de répandre les connaissances nécessaires à la salubrité générale du pays.

Cette excellente publication n'a pas été jusqu'ici assez encouragée. Je vois avec plaisir par le rapport de notre dernière assemblée que Monsieur l'Echevin Mount, un de nos médecins distingués, vous a promis son influence et l'autorité de sa position officielle, pour tâcher d'obtenir une allocation du Conseil de ville, capable de défrayer le coût d'un exemplaire spécial du journal pour distribution gratuite ; c'est là une idée pratique. Honneur à ce citoyen dévoué et à cet ami de la science.

Je ne saurais trop insister sur la nécessité de maintenir votre journal et j'invite les hommes de bonne volonté à lui assurer une collaboration efficace. Le Journal, on l'a dit souvent, est le plus puissant véhicule de la pensée humaine. Faisons violence à l'apathie intellectuelle du public en lui donnant des écrits sérieux, une matière variée et choisie, et à la portée de toutes les intelligences. Avec l'appui généreux des gouvernements et des conseils municipaux, avec une liste remplée d'abonnés, nous ferons des merveilles et une concurrence énorme et quasi désastreuse aux médecins.

Cette question de la diffusion des principes d'hygiène parmi la population est une affaire d'urgence ; votre actif et dévoué secrétaire M. le Dr J. I. Desroches vient de donner la note d'alarme dans le dernier numéro de notre revue. Le choléra a traversé les Océans et exercé ses ravages dans l'Amérique du sud. Les

barrières sont comparativement faciles à franchir pour atteindre nos bords. La navigation est ouverte ; nos relations commerciales avec les contrées infectées par le fléau, sont vastes et étendues. Tous les ans, Hochelaga voit dans son port des vaisseau venant du Brésil, faisant le commerce de transport de nos bois. Les Etats-Unis commencent déjà à s'alarmer des progrès de l'épidémie et se préparent à se prémunir contre la contagion qui menace leur population. Nous devons nous aussi nous hâter d'adopter des mesures préventives sévères afin d'enrayer le mal dès le début ; avec des précautions hygiéniques à l'intérieur et une surveillance active aux ports du pays de la part des autorités, il sera possible de diminuer l'intensité et la gravité du danger.

La France a pour ainsi dire échappé au fléau qui a fait tant de victimes en Italie et dans le midi il y a quelques années, grâce à sa bonne organisation municipale et à la prudence et aux soins hygiéniques de sa population.

Le remède, Messieurs, est entre nos mains ; les travaux et les études sur l'hygiène qui trouvent asile dans les colonnes de notre revue de même que les enseignements dont nos réunions sont le théâtre doivent pour être efficaces atteindre les masses et parler au cœur et à la raison du peuple. C'est surtout par d'utiles et courtes instructions, distribuées d'une manière intelligente dans les grands centres comme Montréal, qu'il est possible de réveiller l'attention du public et de l'instruire sur ces devoirs. Les sages conseils du clergé et la propagande énergique des chefs d'ateliers ont été pour beaucoup dans la diminution rapide des ravages causés par la variole l'an dernier, et il est certain qu'il eussent été bien moins désas-

treux, si ces conseils et ces directions autorisées eussent plutôt prévalu. A ce point de vue donc l'idée de M. le Dr. Mount s'impose à notre édilité ; j'ose espérer qu'elle recevra toute la considération qu'elle mérite auprès du comité de santé et de notre conseil de ville.

Comme on vient de le voir, la question de l'hygiène privée et de la salubrité publique rencontre deux grands obstacles au sein de notre population : le préjugé qui fait croire à une espèce d'immunité contre la contagion lorsque règne une épidémie, et l'apathie qui fait négliger les précautions les plus élémentaires dans les temps ordinaires.

Nous sommes tous plus ou moins coupables de cet état de chose. Quand le peuple a sous les yeux un système de voirie mal organisé, des rues malpropres et mal entretenues, des établissements insalubres, il n'est pas étonnant qu'il s'insurge quelquesfois contre des lois ou des règlements édictés vis-à-vis des particuliers dans les moments de grandes calamités. Le respect de l'autorité serait alors une nécessité des plus urgentes, mais quand cette autorité ne peut donner ou néglige de donner elle-même l'exemple du devoir ou de la prudence, elle ne peut pas s'attendre à des actes de confiance aveugle ou à la soumission la plus parfaite en face des décrets promulgués dans l'intérêt de l'hygiène individuelle et publique.

Lorsqu'éclata dans la ville de Montréal, la dernière épidémie de la variole, une partie de la population a d'abord refusé d'accepter la vaccination ; personne ne peut approuver ce mouvement ; cependant la population avait une excuse ; les premiers essais de vaccination faits avec la lymphé municipale avaient été malheureux.

Le vaccin était de mauvaise provenan-

ce et dans bien des cas l'application des premiers règlements fut faite avec une rigueur qui a été considérée comme un odieux attentat à la liberté individuelle.

Une défiance coupable contre l'utilité de la vaccination s'en est suivie, et c'est avec beaucoup d'hésitation qu'on a fini par se soumettre à l'inévitable. Je constate ces faits sans vouloir critiquer injustement des hommes qui, dans leurs fonctions officielles, ont été soumis à des cruelles épreuves à l'époque de la calamité. Sachant moi-même combien la tâche et les devoirs de ceux qui s'occupent de législation dans nos parlements ou d'intérêts divers dans nos Conseils sont délicats et parfois pénibles, j'éprouve plus de plaisir à les louer de leurs efforts sincères qu'à les blâmer sans mesure ou raison apparente.

J'ai toujours cru que les hommes publics étaient généralement meilleurs que la réputation qu'on veut leur faire devant le peuple et que le souci de l'honneur personnel et l'intérêt du bien étaient des mobiles suffisants pour les guider dans la voie droite. Néanmoins notre tâche est de tirer des événements douloureux du passé des leçons salutaires pour l'avenir. J'estime qu'il n'est pas inutile de rappeler ici pour le profit de tous les erreurs et les abus qui ont signalé la présence dans notre pays de l'épidémie de 1885.

C'est par un même sentiment de justice et de vérité que je vous mentionnerai, messieurs, la part importante prise par notre société au milieu de ces tristes événements. Avant que l'épidémie de la variole éclate à Montréal et ailleurs, un mémoire fut rédigé par la société d'hygiène, lequel fut envoyé au conseil de ville de Montréal. Ce mémoire contenait des suggestions importantes et entre autres proposait l'établissement d'un institut vacci-

nogène et en cas d'urgence, l'importation immédiate d'un vaccin de qualité supérieure pour les fins de la vaccination, avant l'apparition et le développement de l'épidémie. Une délégation offrit même d'aller à Québec pour soumettre au gouvernement un projet de loi conforme aux besoins de l'hygiène. Votre journal se faisant l'écho des alarmes et des préoccupations des hommes de l'art et de médecins dévoués, fit appel à la sagesse de la population et donna aux autorités des conseils pleins d'apropos sur les moyens les plus efficaces à adopter afin de parer aux premières éventualités. On a vu une espèce de menace intéressée dans l'attitude active de notre jeune société au milieu de ces moments d'angoisse publique. Nos demandes étaient légitimes parce qu'elles étaient commandées par les besoins de la situation et l'absence d'un système de protection et de règlements sanitaires. Les encouragements de la caisse municipale ont fait défaut à notre œuvre, mais le danger étant devenu éminent, l'édilité a fini par écouter les protestations de la profession médicale. Une Commission d'hygiène fut nommée, le Parlement de Québec fut appelé à sanctionner une loi confirmant les pouvoirs de cette Commission et lui donnant l'autorité nécessaire pour faire exécuter ses ordres.

C'était là un hommage tardif rendu non-seulement à la profession médicale mais surtout au désintéressement des membres de la Société d'hygiène et à la courageuse croisade entreprise par notre journal.

Si c'est une satisfaction pour une organisation comme la nôtre de savoir que ses travaux sont utiles à l'intérêt et au bien-être de la Société, combien à plus forte raison, les services des particuliers qui travaillent à assurer les bienfaits de

notre mission scientifique et humanitaire avec un véritable sentiment d'indépendance et d'abnégation ne doivent-ils pas être appréciés et reconnus ?

Je ne puis taire ici, Messieurs, le nom d'un homme désormais attaché dans nos souvenirs à l'œuvre de la santé publique, c'est celui d'un de nos membres les plus distingués, de Monsieur H. R. Gray, ex-échevin de Montréal. Cet homme mérite une place d'honneur parmi les bien-faiteurs de notre ville. Il a eu comme collaborateur dévoué un autre citoyen estimable, Monsieur l'Echevin Mount, qui continue ses travaux et sa mission avec talent et dignité. Monsieur Gray a été obligé après un travail colossal accompli durant la dernière épidémie de se retirer des fonctions civiques, épuisé par la lutte et par des services nombreux et incessants. C'est une perte sensible pour le conseil de ville. Cependant il vient d'élever la voix pour une œuvre philanthropique. La création d'un parc sur la ferme Logan dans un but sanitaire est une idée excellente qui répond à un grand besoin de la partie Est de la ville.

Ce projet n'était qu'à l'état d'ébauche depuis plusieurs années dans les cartons de l'autorité municipale. Il devait prendre une forme plus sensible sous l'inspiration généreuse de M. Gray qui veut associer le souvenir de l'année jubilaire de notre gracieuse Reine à une œuvre d'agrément et d'utilité publique. La rumeur veut que cette idée populaire reçoive son exécution immédiate. Ce serait le couronnement d'une carrière bien remplie. La reconnaissance de ses concitoyens est par avance acquise à Monsieur Gray.

J'aurais voulu, en inaugurant ma Présidence, toucher à bien d'autres questions qui vous intéressent à un haut degré. Je ne

puis que les effleur sans entrer dans les détails.

Il existe des lacunes regrettables dans nos institutions municipales, en particulier dans le département de la salubrité publique. Je ne veux dire que du bien du Comité de santé, qui est spécialement chargé de surveiller cette branche du service civique, mais je ne crois blesser personne en affirmant que ce comité a été beaucoup trop négligé.

L'organisation de ce département exige des réformes urgentes. Je voudrais d'abord y voir un plus grand nombre de médecins et pour cela il faudrait que ces messieurs eussent plus d'ambition pour les honneurs et les devoirs civiques. On a déjà dit qu'il fallait plus d'hommes pratiques et moins de théoriciens au conseil de ville. Je me permettrai de n'accepter ni le compliment ni la suggestion. A mon sens la partie technique ou purement scientifique doit former la base principale de l'administration, au conseil aussi bien que dans les départements. Il y a quelque chose de défectueux sous ce rapport qui empêche l'efficacité des officiers supérieurs de notre organisation municipale. Il ne suffit pas seulement d'établir une proportion équitable dans la répartition des fonds ou des allocations attribués à chaque service, il faut de plus diviser et distribuer le travail d'une façon intelligente et efficace.

Le Comité de santé a été paralysé dans son œuvre par une trop grande pénurie de deniers et d'hommes compétents et capables de faire connaître les besoins de l'hygiène publique.

Notre système de voirie, d'inspection des denrées ou substances alimentaires, de canaux et d'égouts est l'agent le plus important de la conservation des individus

et du bien-être matériel général. Que valent les autres avantages de la vie, si la vie elle-même est constamment menacée et si le cortège des maux physiques assiege nos foyers, à raison d'une administration municipale défectueuse ou des négligences coupables des particuliers? Pourquoi ces grands intérêts sont-ils en souffrance? N'est-ce pas parce que la science a trop à dire dans ces questions complexes et que les spécialistes et les théoriciens ne sont pas assez écoutés? C'est par les petits détails qu'on juge quelquefois de l'ensemble d'une œuvre. Dernièrement Monsieur le Docteur Mount demandait un crédit de \$200.00 pour l'inspection du lait et on lui a d'abord refusé cette allocation minime. On a fini par accorder cent piastres. C'est bien peu; mais c'est un premier pas dans la bonne voie. J'invite le Docteur à être tenace; il finira par avoir tout ce qu'il demande.

Cet exemple choisi entre mille démontre les imperfections du système municipal, surtout dans le département de la santé publique. Je dirai donc aux hommes d'affaires, aux gens d'expérience qui travaillent à la chose publique: Ne dédaignez pas les conseils et les vues de savants et des chefs de département dont le zèle, l'activité et les connaissances vous sont connues. Ce sont eux qui vous fourniront les matériaux avec lesquels vous préparez les mesures utiles et avantageuses à l'intérêt de la cité et peut-être même votre réputation, sinon votre popularité devant le peuple. De cette façon vous aurez avec moins de soucis personnels un système plus régulier et une organisation plus efficace des divers services.

J'ai dit un mot de la législation sanitaire sanctionnée par le parlement de Québec et de la commission d'hygiène

instituée en vertu de cette législation. Je voudrais aussi attirer votre attention sur un sujet d'une importance capitale au point de vue de la salubrité. C'est celui du mode de construction des bâtisses au sein des grandes villes et du système de ventilation, de drainage et d'égouts qu'on y applique. Cette question demande à être traitée et considérée sérieusement par les entrepreneurs, les architectes et les grands propriétaires. La régie municipale a bien, en vertu de règlements spéciaux, une certaine autorité dans ces matières, mais ses pouvoirs s'arrêtent à la limite extrême qui touche aux droits de la liberté individuelle. Les grands travaux de voirie auraient beau être parfaits et complets, rien n'empêcherait qu'ils fussent une cause d'insalubrité ou de nuisance publique si ces travaux ne sont pas faits en accord avec le système général et suivant les règles et les principes de l'hygiène. Sans empiéter en aucune façon sur les droits, les privilèges et les goûts mêmes des particuliers, ne serait-il pas raisonnable d'édicter des ordonnances qui forceraient les constructeurs de bâtisses à tenir compte de certaines données scientifiques se rapportant à la ventilation ou à une disposition plus avantageuse de toutes les parties d'un bâtiment ? J'admets bien volontiers qu'ici à Montréal il y a nombre de gens du métier, très expérimentés et possédant une foule de connaissances sérieuses en matières de construction. Ces personnes ont non seulement le souci de la beauté artistique mais de plus des lois de l'hygiène. Le mal réside ailleurs. Pour ne citer qu'un exemple, n'est-ce pas un fait reconnu, que les nombreuses sociétés de construction existantes il y a quelques années ont, à côté de grands progrès réalisés par leur puissante initia-

tive, semé au sein des quartiers moins favorisés de la ville, des germes de destruction alarmants ? Pourquoi cela ? C'est que dans bien des cas, chacun se faisait son propre architecte et qu'on élevait de véritables châteaux de cartes sans se préoccuper de la salubrité publique. La faute n'en était certes pas à tous les modestes ouvriers pour qui les avantages de ces institutions financières étaient un appas facile au milieu de l'exercice de leur métier. Elle était encore bien moins celle de l'honnête petit propriétaire, si heureux de posséder un coin de terre et d'y élever avec le fruit de ses économies la demeure où lui et les siens pouvaient jouir de l'air et de l'indépendance. Non, cela était dû à l'absence des règlements ou de dispositions sanitaires avantageuses pour les classes pauvres. Ce que je dis là est d'occurrence journalière et trouve sa démonstration dans toutes les grandes épidémies.

Montréal fait moins que toute autre ville exception à la règle générale. Paris, Londres, New-York, avec leurs agglomérations énormes de population ont des quartiers où les maladies contagieuses pénètrent à peine. Des pâtés de maisons de sept ou huit étages renferment des milliers d'habitants vivant dans des logis qui se touchent. Là le système est parfait à l'intérieur, comme à l'extérieur. Aussi la proportion de la mortalité y est moindre qu'ailleurs. La statistique des faits est pour moi concluante dans ces matières. Profitons des enseignements qu'elle nous donne. Je ne demande pas à nos édiles déjà assez obérés par des responsabilités sans profit une législation arbitraire et absolue. La tyrannie sous quelque forme qu'elle se présente est une atteinte à la liberté et à la raison. Mais je crois qu'il est possible de concilier les

droits des individus avec le sentiment raisonné de la chose publique ; certaines mesures municipales ont déjà produit d'excellents résultats, entre autres celle qui a rapport à l'abaissement du prix de l'eau pour encourager l'introduction des water-closets dans les maisons. Quand le système des fosses fixes aura disparu entièrement des habitations de Montréal, ce jour là comptera comme le plus beau triomphe de l'hygiène.

Si les besoins de la caisse municipale exigent une taxe quelconque pour des fins de cette nature, qu'elle soit aussi minime que possible. Le système du *Tout à l'Egout* doit être préconisé et proclamé sans cesse. Le remède est en fin de compte entre les mains des propriétaires et de l'autorité municipale. Avec un peu d'entente et de bonne volonté, il est facile de se passer de lois arbitraires.

Les inondations périodiques dont notre ville est affligée deviennent un sujet d'alarmes et de graves préoccupations. La santé publique est sérieusement menacée par le retour de calamités si fréquentes. Certaines maladies prennent le caractère de permanence au sein des quartiers inondés, grâce aux germes qui ont été déposés à l'époque de l'inondation. Longtemps après que les eaux se sont retirées, l'humidité règne encore dans les habitations et les rend insalubres. Les quartiers qui ne sont pas atteints par la crue subite du fleuve n'échappent pas aux conséquences fâcheuses de l'invasion des eaux. Les débris de toutes sortes entraînés dans les égouts gonflés s'y décomposent, forment des gaz délétères dont les émanations pestilentielle remontent jusqu'aux plus hauts sommets de la ville et la se répandent sur la rue par les regards d'égouts ou à l'intérieur des demeures par les canaux privés. Divers remèdes éner-

giques ont été mis à l'étude pour en empêcher le retour. C'est le devoir de l'autorité municipale de trouver la solution du problème. Notre Société d'Hygiène a aussi son œuvre à accomplir, au milieu de nos présentes anxiétés. C'est d'aider de ses conseils les hommes de l'art et de rechercher les moyens scientifiques les plus pratiques pour prévenir et détourner les fléaux qui peuvent venir troubler le bien-être de notre population et compromettre les intérêts de la santé publique. Vos études, Messieurs, ont donc une portée immense que tous les amis de l'humanité doivent envisager d'un bon œil et avec un sentiment de justice.

J'ose espérer que vos efforts seront appréciés comme ils le méritent ; j'en ai la preuve ce soir dans l'intérêt que nous porte la société d'élite réunie dans cette enceinte. Je prends occasion de la circonstance pour reconnaître ici publiquement la sympathie accordée à notre œuvre par le gouvernement Fédéral. L'allocation qu'il vote annuellement à notre Société a contribué puissamment au maintien de notre journal.

Je l'en remercie. Il est à souhaiter que les autres corps publics comprennent l'importance, l'utilité des travaux que nous faisons, d'une façon toute gratuite, pour répandre la connaissance des principes d'hygiène parmi le peuple.

Il est temps, Messieurs, de clore ces remarques, car il me semble que je viens d'explorer des horizons à peu près inconnus. La faute en est à vous si je commence à m'accoutumer aux audaces d'une telle présidence. Je l'ai acceptée avec plaisir, car elle me permettra de m'instruire au milieu de vous de choses auxquelles tout le monde devient indifférent dans ce siècle de lumière, soit par une coupable négligence ou par ignorance.

J'estime que c'est un crime pour l'homme instruit de se désintéresser du souci de ses semblables ou des devoirs de la chose publique.

L'avocat, comme le médecin, est tenu de travailler au bonheur et au soulagement de notre humanité souffrante. On a tenté de nous nier ces belles et consolantes prérogatives comme on voudrait croire qu'elles sont incompatibles avec notre état. Ce n'est pas au milieu de vous, membres de la noble profession de la médecine, que ce préjugé existe. J'en ai la preuve dans vos sympathiques préférences à mon égard. Non, la science de l'hygiène ne peut être le monopole exclusif d'une classe, elle doit être le but de l'ambition de tous les citoyens et de tous les amis de l'humanité. Laissons à d'autres, s'il le faut, le souci des affaires de la politique et de la diplomatie. Laissons à nos dignes échevins le soin de la curie municipale. Du haut de cette tribune libre, nous pouvons dire la vérité sans rechercher les faveurs de la popularité. Nous avons une œuvre plus modeste à remplir ; sachons la développer au milieu des calmes et sereines satisfactions de la science et la faire connaître et aimer au peuple avec un véritable désintéressement. Quand les besoins de la santé, de l'ordre et de la moralité publique l'exigeront, ayons toujours un œil vigilant sur les travaux de nos législateurs afin que les lois soient d'accord avec les préceptes de l'hygiène et les nécessités sociales. Nous avons une tâche aussi utile à remplir vis-à-vis de nos conseils municipaux. Les règlements qui émanent de ces grands corps sont une sauvegarde ou une menace perpétuelle pour nos foyers et l'avenir de nos populations, selon qu'ils s'inspirent des véritables besoins généraux ou qu'ils sont

l'œuvre de calculs personnels ou d'intérêts privés. Le bien-être, la santé et les jouissances de la nation ou des individus sont entre les mains de ce forum choisi par la volonté populaire, de cet aréopage qui peut d'un seul mot ou d'une seule phrase la détruire ou la rendre impuissante pour le salut public. Demandons donc à tous ces puissants de la terre moins de diners qui font les insomnies et les lois mal digérées, de meilleurs égouts et moins de demeures remplies de scrofuleux et de rachitiques, moins de somptueuses constructions pour abriter des chevaux et des pompes à incendie et plus d'abris pour les misères et les hillons de l'humanité souffrante ; enfin demandons, s'il est possible, moins de maisons de jeu ou de prostitution et de buvettes qui tuent le corps et vicent l'intelligence et plus de temples à la science et d'écoles du soir où la classe opulente et l'honnête ouvrier viendront puiser la force et la lumière, la santé du corps et la vie de l'âme, seuls biens légitimes et capables de satisfaire ici bas les appétits des sens et les volontés énergiques de notre être. Voilà, Messieurs, un programme large et sérieux. Je le livre à vos méditations.

Quant à vous, Mesdames, permettez-moi en terminant de vous offrir au nom de notre société mes sincères remerciements pour l'intérêt que vous portez à notre œuvre.

Votre présence ici ce soir nous honore et rend un hommage gracieux à nos travaux. Vous avez voulu nous faire comprendre qu'à côté de l'hygiène physique, il y a aussi l'hygiène sociale, celle qui s'élève au-dessus des soucis terrestres et des préoccupations de notre nature humaine. Qui que vous soyez, épouses, mères ou sœurs, vous êtes avant

tout des femmes chrétiennes, des citoyennes dévouées à votre pays. C'est dans ce double culte que vous puisez ces trésors de vertu, ces principes de foi et ce puissant amour patriotique qui élèvent et grandissent les nations. L'instinct du beau et le goût de l'idéal ont été développés au fonds de vos cœurs par la main bénie de la Providence. L'éducation domestique, en polissant les mœurs, adoucit les aspérités de la vie et prépare des races laborieuses et actives qui font la gloire d'un peuple. Je réclame, Mesdames,

pour la canadienne tous ces dons précieux. Par sa propriété traditionnelle et son dévouement inaltérable à son foyer, c'est elle qui sème les sourires et la joie au sein de la famille. Au milieu de la société, c'est elle encore qui fait l'ornement de nos salons. Vous la trouverez la même, à la campagne, à la ville, sous l'humble chaumière du pauvre, sous les somptueuses demeures du riche. Mesdames, continuez votre noble et importante mission ; vous êtes des grandes civilisatrices du monde et de la société.

